



REGARD DIRECT

A Lesbos, les migrants manifestent

Des migrants tentent d'atteindre la ville de Mytilène, sur l'île grecque de Lesbos, en passant par les collines environnantes afin de contourner un barrage policier (photo). Quelque 2000 demandeurs d'asile partis du centre d'accueil et d'identification de Moria ont formé hier une marche de protestation contre une nouvelle loi durcissant les procédures d'asile en Grèce, selon une source policière. Ils réclamaient l'examen de leur demande d'asile, attendue pour certains depuis des mois voire des années, et protestaient contre les conditions de vie à proximité et dans le camp de Moria, le plus grand de Grèce (2700 places pour 19000 personnes sans accès à l'eau ni à l'électricité). Les marcheurs avaient parcouru environ 7 km entre

le camp et le port de Mytilène lorsque des policiers anti-émeutes leur ont barré la route en lançant des gaz lacrymogènes. Toutefois, des centaines d'entre eux ont réussi à atteindre le port pour y manifester, a constaté une correspondante de l'AFP. Le Haut commissariat des réfugiés en Grèce souligne les «retards significatifs» pris par les services grecs de l'asile, avec près de 90 000 demandes en souffrance dans un pays qui compte 112 300 migrants. La situation est devenue explosive sur les îles égéennes de Lesbos, Samos, Kos, Chios et Leros, où vivent 42 000 demandeurs d'asile pour 6200 places, et où au moins quatre personnes ont perdu la vie ces derniers mois. CO-ATS/KEYSTONE-STRATIS BALASKAS

À REBrousSE-POIL

Cette émission TV avait à peine commencé qu'un premier...

Mon respect de la langue me pousserait à écrire «mensonge»: qu'est-ce qu'une parole qu'on prononce en sachant qu'elle n'est pas la vérité? Mais le correct veut peut-être que j'use d'un euphémisme. Je n'utiliserai donc pas ce mot, mais plutôt «information biaisée», ou son acronyme, IB.



MICHEL BÜHLER*

lointaine entreprise électrique zurichoise, qui possède 50% des actions. La Praz «se trouvera à 1,8 km de la première machine», rassure un Municipal. Ce village a dû annuler une première décision de son Conseil général, avant que celui-ci, remanié, accepte la construction du parc. Ici, double IB! D'abord pas un mot sur cet épisode clochermesque. Puis, dans

la plupart des projets bloqués, les hélices se trouvent trois fois plus près des habitations. A Ste-Croix, la première d'entre elles se dresserait à un peu plus de 600 mètres de l'hôpital et de l'EMS.

On entre dans la Maison de commune de la Praz pour consulter des classeurs fédéraux. IB: l'unique chose qu'on relève dans «l'épais dossier des éoliennes», c'est qu'elles menacent un petit migrateur, l'alouette lulu. Sur l'intermittence des vents, les subventions captées par les actionnaires, la non-crédation d'emplois locaux, les nuisances que subissent les gens: motus! La seule motivation des opposants, semble-t-il, c'est la défense de l'alouette lulu. Honteuse pour les journalistes, cette façon réductrice de traiter les faits insulte les opposants.

«On fait un tournage un peu à l'improviste...», annonce plus loin le reporter à une brave dame qui, sur sa porte, joue la surprise. Kolossal hasard, ou IB, cette personne, pro-éoliennes, est Municipale dans un village impliqué dans ce projet.

Enfin la parole est donnée à une opposante... pendant 48 secondes, soit durant 5,9% du temps total.

Comme pour corriger cette hardiesse, on retrouve vite l'incontournable Isabelle Chevalley: «Un seul individu peut bloquer un parc éolien pendant vingt ans», affirme-t-elle. IB! Chaque association d'antis compte des

centaines de membres, près de 14 000 personnes ont signé une pétition pour préserver les crêtes du Chasseron!

Puis, après une Verte d'une prudence toute vaudoise, voici M^{me} de Quattro. Celle-ci remet sur le tapis l'alouette lulu et conclut, véhémement, par ce qui devrait lui valoir le prochain Grand Prix du Maire de Champagnac: «Cessons de trouver les problèmes, et orientons-nous vers les solutions!»

La suite du reportage, près de la moitié de celui-ci, est ensuite consacrée à l'Autriche. IB: la plaine de Pannonie donnée en unique exemple, couverte d'éoliennes, est, selon un responsable local, «un couloir entre les Carpates et les Alpes. Le vent est compressé dans ce corridor et, ainsi, s'accélère.» Bêtise, mauvaise foi du journaliste? Ce cas particulier n'a rien à voir avec nos crêtes jurassiennes, où devraient se dresser les «éoliennes bloquées».

Dans la réponse du rédacteur de MAP à mon courrier indigné, on trouve: «notre propos n'était pas d'entrer dans les détails de cette guerre de tranchées qui oppose pro et anti-éoliens.» Bien. Mais consacrer 94,1% du temps d'antenne à une seule partie dans une «guerre de tranchées», n'est-ce pas se ranger un peu d'un seul côté?

La lutte des opposants dure depuis plus de vingt ans. Plutôt que de persifler, en mettant en avant la pauvre alouette lulu, (qui revient à la fin du reportage!) on aurait pu se pencher sur ce qui motive cette belle détermination.

La RTS est friande d'acronymes. Ne serait-il pas judicieux qu'elle remplace désormais MAP par IB?

* www.michelbuhler.com
Dernier livre: *L'autre Chemin, chroniques 2008 – 2018*, chez Bernard Campiche Editeur, 2019.

¹ www.rts.ch/play/tv/mise-au-point/video/eoliennes-bloquees?id=11045054

AGORA

Face à l'UE et au Mercosur, la Wallonie dit non!

Economie ► En Belgique, le gouvernement wallon, tous partis confondus, donne du fil à retordre à l'Union européenne en s'opposant à un accord de libre-échange signé entre l'UE et le Mercosur. Explications.

XAVIER DUPRET*

Le 28 juin 2019, le Mercosur, soit la communauté économique regroupant l'Argentine, le Brésil, l'Uruguay et le Paraguay (le Venezuela est suspendu du Mercosur depuis 2016), et l'Union européenne signaient un accord de libre-échange. Ce dernier était en négociation depuis l'an 2000. Après une suspension en 2004, les pourparlers ont repris en 2013.

Depuis le début des tractations, des observateurs pointent les effets potentiellement négatifs du libre-échange entre l'Union européenne et le Mercosur. Au sein de ce dernier, le secteur secondaire risque de pâtir de la compétition avec les puissantes industries européennes (spécialement la filière de l'automobile). En ce qui concerne l'Union européenne, c'est l'agriculture locale qui n'est pas compétitive face à l'agrobusiness du Mercosur.

Cette donnée d'ordre structurel explique largement les aléas qui ont caractérisé les négociations entre les deux parties. En 2004, le boom sur les matières premières, alors soutenues par la forte croissance de l'économie chinoise, place les nations sud-américaines en position de force face au Vieux-Continent. Les pays du Mercosur disposent alors de rentrées leur permettant d'éviter une ouverture commerciale trop importante à l'égard des Européens. Mais depuis 2014, le cours des commodités est déprimé. Il en résulte une diminution des marges de manœuvres pour les gouvernements de la région. Il faut exporter coûte que coûte pour se procurer de fort précieux dollars car l'endettement extérieur a beaucoup progressé entre-temps. Ce contexte morose, qui s'est accompagné d'un retour des droites au pouvoir, permet de mieux comprendre pourquoi, côté latino-américain, les sirènes de la libéralisation séduisent à nouveau.

Et pourtant, le rouleau compresseur de l'accord UE-Mercosur éprouve des difficultés à passer en force. En cause, la résistance de la Wallonie.

Le jeudi 17 janvier 2020, le gouvernement wallon a fait connaître, lors de la présentation de ses vœux à la presse, son opposition à la libéralisation des échanges commerciaux avec le Mercosur. Et puisque l'accord conclu par la Commission nécessite l'assentiment de tous les Etats membres, il y a fort à parier que le parlement wallon sera le cimetière de ce traité, tout comme Waterloo, une bourgade du Brabant wallon, fut, jadis, le tombeau de la mégalomanie napoléonienne.

On aurait tort de voir dans la posture du gouvernement wallon la prise de position anecdotique d'une assemblée locale sans grand pouvoir. Le fédéralisme belge s'est, en effet, construit sur le principe de l'équipollence des normes entre Etat fédéral et entités fédérées. Cela signifie que si une compétence appartient aux entités fédérées, ces dernières décident comme un Etat souverain et aucune entité n'est en droit de les censurer. Or le commerce extérieur est une compétence des régions.

L'Union européenne, négociatrice de l'accord avec le Mercosur, est donc juridiquement liée par la décision qu'adoptera le parlement wallon. Cette dernière, n'en doutons pas, consistera en un rejet. La coalition au pouvoir à Namur, capitale de la Wallonie, repose, en effet, sur une majorité parlementaire soudée et stable.

Il serait également erroné de réduire cette opposition wallonne à un entêtement doctrinal de la part de la gauche. S'il est vrai que cette dernière est forte en Wallonie, on s'empresse de préciser qu'à côté des sociaux-démocrates et des écologistes, le gouvernement wallon compte, en son sein, un parti libéral, le Mouvement réformateur (MR), classé à la droite de l'échiquier politique.

Il se trouve pourtant que le MR ne décolère pas contre l'accord conclu. Il faut dire que la paysannerie ne compte pas pour peu parmi sa clientèle électorale. Or, la viande exportée par le Mercosur, si le scénario de libéralisation se concrétise, sera 30% moins chère que celle des producteurs wallons. Ce petit détail permet de saisir pourquoi la droite wallonne, en dépit de ses références idéologiques, peste contre un accord de libre-échange...

* Economiste, Fondation Joseph Jacquemotte à Charleroi, www.acjj.be/